

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BNP PARIBAS NOUVELLE CALEDONIE

Société Anonyme au capital de 3.341.288.782 F.CFP
Siège social : 37, Avenue Henri Lafleur, Quartier Latin, 98800 Nouméa (Nouvelle-Calédonie)
78 B 067 066 RCS Nouméa

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle du 11 mai 2026

I. — Bilan au 31 décembre 2025

Actif En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2024	31/12/2025
Opérations interbancaires et assimilées	12 624 094	27 499 502
- Caisse, Banques Centrales	7 223 284	13 223 051
- Créances sur les établissements de crédit	5 400 810	14 276 451
. Comptes ordinaires	5 040 902	1 185 167
. Comptes et prêts	359 909	13 091 284
. Opération de pensions	0	0
Opérations avec la clientèle	110 264 683	98 608 115
- Créances saines sur la clientèle	105 794 987	92 901 228
. Créances commerciales	63 275	63 956
. Comptes débiteurs	3 731 321	3 294 574
. Autres crédits	102 000 391	89 542 697
- Créances douteuses et douteuses-compromises	4 469 695	5 706 887
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	149 993	145 840
Parts dans les entreprises liées	139 175	139 175
Immobilisations incorporelles	19 783	24 835
Immobilisations corporelles	348 464	372 465
Autres actifs	300 546	300 898
Comptes de régularisation	773 259	1 004 688
Total de l'actif	124 619 997	128 095 518
Hors bilan		
Engagements de financement donnés	590 847	849 941
Engagements de garantie donnés	4 718 739	5 167 569
<i>(1) L'encours brut des dépôts de la clientèle en épargne réglementée (18 806 K€) est diminué du montant centralisé à la CDC (2 690 075 KXPF)</i>		

Passif En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2024	31/12/2025
	Avant affectation du résultat	
Opérations interbancaires et assimilées	50 516 629	55 716 783
- Banques Centrales	0	0
- Dettes envers les établissements de crédit	50 516 629	55 716 783
. Comptes à vue	98 767	306 298
. Comptes et emprunts à terme	41 602 896	38 569 588
. Opérations de pension	8 814 966	16 840 896
Comptes créditeurs de la clientèle	68 979 418	68 039 290
- Comptes à vue	46 371 896	42 900 077
- Comptes à terme	2 732 385	9 023 187
- Comptes d'épargne à régime spécial(1)	19 797 568	16 116 026
- Autres sommes dues	77 569	0
Dettes représentées par un titre	0	0
- Bons de caisse	0	0
- Autres Dettes Représentées par un titre	0	0
Autres passifs	454 603	270 106
Comptes de régularisation	2 111 688	2 081 975
Provisions	447 860	59 763
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
Capitaux propres hors FRBG	2 109 799	1 927 601
. Capital souscrit	3 341 289	3 341 289
. Réserves	334 129	334 129
. Provisions réglementées et provisions pour investissement	29 994	32 737
. Report à nouveau	-349 434	-1 595 612
. Résultat de l'exercice	-1 246 179	-184 941
Total du passif	124 619 996	128 095 518

Hors bilan			
Engagements de financement reçus		0	0
Engagements de garantie reçus		74 729 846	55 062 466
(1) L'encours brut des dépôts de la clientèle en épargne réglementée (18 806 K€) est diminué du montant centralisé à la CDC (2 690 075 KXPF)			

II – Compte de résultat

Charges		Produits		Compte de résultat social au 31 décembre (en milliers d'XPF)	Net	
2024	2025	2024	2025		2024	2025
-2 342 996	-2 129 401	3 583 101	3 226 718	Produits (charges) d'exploitation bancaire		
-1 938 648	-1 881 272	365 292	393 258	Intérêts et produits (charges) assimilés	1 240 105	1 097 317
-404 348	-248 129	3 217 809	2 833 460	. Opérations avec les établissements de crédit	-1 573 356	-1 488 014
0	0	0	0	. Opérations avec la clientèle	2 813 461	2 585 331
0	0	0	0	. Opérations de crédit-bail et assimilés	0	0
0	0	0	0	. Intérêts et charges assimilés sur dettes représentées par un titre	0	0
0	0	0	0	. Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
		32 377	49 203	Revenus des titres à revenu variable	32 377	49 203
		32 377	49 203	. Dividendes et produits assimilés	32 377	49 203
		1 433 045	1 362 242	Commissions : produits	1 433 045	1 362 242
	-326 646			Commissions : charges	-26 325	-326 646
-22 907	-28 854	82 231	75 224	Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation	59 325	46 370
0	0	0	0	. titres de transaction	0	0
-22 907	-28 854	82 231	75 224	. opérations de change	59 325	46 370
0	0	0	0	. instruments financiers	0	0
0	0	0	0	Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
0	0	0	0	. titres de placement	0	0
0	0	0	0	. titres de l'activité de portefeuille	0	0
		137 864	108 639	Autres produits d'exploitation bancaire et assimilés	137 864	108 639
-162 650	-32 820			Autres charges d'exploitation bancaire et assimilés	-162 650	-32 820
-2 554 878	-2 517 720	5 268 618	4 822 025	Produit net bancaire	2 713 741	2 304 306
-2 895 024	-2 294 775	4 860	6 380	Charges générales d'exploitation	-2 890 164	-2 288 395
-1 560 360	-1 306 424	4 860	6 380	. Frais de personnel	-1 555 500	-1 300 044
-189 347	-147 884			. Impôts et taxes	-189 347	-10 322
-1 145 316	-840 467			. Autres frais administratifs	-1 145 316	-978 029
-113 771	-111 224			Dot. aux amort. et aux dépréciations s/immob.financières incorporelles et corporelles	-113 771	-111 224
-5 563 672	-4 923 719	5 273 478	4 828 405	Résultat brut d'exploitation	-290 195	-95 313
-960 656	-1 517 579	169 474	1 405 895	Coût du Risque	-791 183	-111 684
-6 524 329	-6 441 298	5 442 952	6 234 301	Résultat d'exploitation	-1 081 377	-206 996
-151 969	0	1 547	24 798	Gains et pertes sur actif immobilisés	-150 422	24 798
-6 676 298	-6 441 298	5 444 500	6 259 100	Résultat courant avant impôt	-1 231 799	-182 198
0	0	0	0	Résultat exceptionnel	0	0
-9 637	0	0	0	Impôts sur les bénéfices	-9 637	0
-11 823	-9 836	7 080	7 094	Dotations /reprises provisions réglementées	-4 743	-2 743
-6 697 758	-6 451 134	5 451 580	6 266 193	Résultat net	-1 246 179	-184 941

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, décide d'affecter le déficit net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2025, s'élevant à -184.941.270 XPF au débit du compte report à nouveau qui s'établira comme suit :
(en XPF)

Report à nouveau antérieur	-1.595.612.233
Perte de l'exercice	-184.941.270
Report à nouveau après affectation	-1.780.553.503

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé que les sommes distribuées au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

Exercice	Nominal de l'action (en XPF)	Nombre d'actions	Dividende brut par action (en XPF)	Montant de la distribution (en XPF)
2022	1.909,307875200	1.750.000	419	733.250.000
2023	1.909,307875200	1.750.000	0	0
2024	1.909,307875200	1.750.000	0	0

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des voix exprimées par les actionnaires présents/réputés présents ou représentés.

IV. — Annexe**Note n° 1 Principes comptables et de présentation des états financiers de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie****Activité**

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie est un établissement de crédit agréé par le Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement. Elle est détenue à 100% par le groupe BNP Paribas. Son siège est situé à Nouméa. Elle opère son activité de banque de détail en Nouvelle-Calédonie.

Principes généraux

Les comptes de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements bancaires tels que figurant dans les règlements suivants :

- ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 et les règlements l'ayant modifié depuis cette date
- ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général et les règlements l'ayant modifié depuis cette date, dont les règlements ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 et n° 2023-03 du 7 juillet 2023 applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025 (sans impact sur l'exercice).

Les comptes sont établis et présentés en milliers de Francs Pacifique.

Changements comptables

Le changement de méthode résulte de l'application, à compter du 01/01/2025, du 2022-06 qui a modifié le 2014-03 et de celle du 2023-03 qui a modifié le 2014-07.

Trois corrections de présentation comptable ont été identifiées et affectent les comptes comparatifs au 31 décembre 2024 :

Au bilan

- Erreur matérielle affectant le reclassement du compte de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant de 2 602 392 milliers de francs conduisant à la surévaluation des rubriques Créances sur les établissements de crédit - Comptes ordinaires à l'actif du bilan et Comptes créditeurs de la clientèle - Comptes d'Épargne à régime spécial au passif du bilan ;
- Reclassement d'une part des intérêts courus non échus sur emprunts et valeurs données en pension interbancaire des comptes de régularisation passif vers les comptes et emprunts à terme pour un montant de 795 833 milliers de francs ;

Au compte de résultat

- Reclassement des commissions monétiques présentées des Charges générales d'exploitation vers la rubrique Commissions charges pour un montant de 115 millions de francs.

Faits marquants de l'exercice

Néant.

Evénements post-clôture

Le 28 février 2026, un conflit armé a éclaté entre l'Iran et les États-Unis, alliés à Israël. BNP Paribas Nouvelle-Calédonie n'est pas présente au Moyen-Orient et n'est pas directement exposée au conflit mais pourrait être impactée par les conséquences économiques de la crise dont les impacts ne sont pas à ce jour mesurables.

Situation de liquidité de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie

Les accords de refinancement avec le groupe BNP Paribas dans le cadre de la gestion actif-passif permettent à BNP Paribas Nouvelle-Calédonie de respecter les ratios réglementaires de liquidité.

Principes comptables**Créances sur les établissements de crédit et la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Les prêts consentis et les engagements de crédit confirmés sont répartis entre les encours réputés sains, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une restructuration et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques de crédit du groupe BNP Paribas. Ce dernier prend en compte deux paramètres fondamentaux : la probabilité de défaut de la contrepartie qui s'exprime au moyen d'une note et le taux de récupération global qui est attaché à la nature des transactions. L'échelle de note de contrepartie comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois ou plus de six mois en matière immobilière ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses, qui correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux contractuel connu (pour les crédits à taux variables) des flux futurs estimés recouvrables.

comprenant les flux en capital et en intérêts, ainsi que ceux résultant de la réalisation des garanties. Ces garanties sont notamment constituées de garanties hypothécaires et nantissements obtenus par la banque pour protéger le risque de crédit attaché aux portefeuilles de créances.

La restructuration, conclue à des conditions hors marché, d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes sont comptabilisées en déduction de l'actif et reprise au résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, la créance est immédiatement déclassée en créances douteuses ou en créances douteuses compromises.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances sur des contreparties dont les conditions de solvabilité sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en douteux, aucun reclassement en sain n'est prévisible, les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée, les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut, ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté, et qui ne sont pas assorties de garanties de recouvrement quasi intégral de la créance. Lorsque tous les recours par voie judiciaire et amiable ont été épuisés et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'une procédure d'enregistrement définitif en perte.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature, des provisions pour pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques non spécifiquement identifiés et pour risques sectoriels éventuels.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties et les décotes calculées sur créances restructurées sont regroupées sous la rubrique "Coût du risque".

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « produits d'intérêts » tout comme les reprises de décote sur créances restructurées.

Pour rappel, en réponse à la crise sanitaire, des moratoires ont été accordés aux clients. Ces moratoires ont consisté le plus souvent en des reports d'échéances de quelques mois, avec ou sans facturation d'intérêts supplémentaires liés à ces décalages d'échéancier. Ces reports n'ont pas eu d'impact significatif. Le moratoire a été le plus souvent considéré comme ne répondant pas à une difficulté financière de l'emprunteur mais à une crise de liquidité passagère de l'emprunteur et le risque de crédit n'est, de ce fait, pas considéré comme ayant augmenté significativement.

Contrats d'épargne et de prêts réglementés

Les comptes épargne logement (CEL) et plans d'épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne réglementés par les pouvoirs publics, destinés aux particuliers. Ils associent une phase d'épargne et une phase de crédit, indissociablement liées, la phase de crédit étant contingente à la phase d'épargne.

Ces produits comportent deux types d'engagements pour BNP Paribas Nouvelle-Calédonie qui s'est engagé d'une part à rémunérer l'épargne, pour une durée indéterminée, à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat par les pouvoirs publics pour les PEL ou à un taux refixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les CEL, et d'autre part à prêter au client, s'il le demande, pour un montant fonction des droits acquis pendant la phase d'épargne, à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL.

Les engagements futurs de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie relatifs à chaque génération – les PEL de même taux à l'ouverture formant une génération, et les CEL formant, pour leur ensemble, une génération – sont mesurés par actualisation des résultats potentiels futurs associés aux encours en risque de la génération considérée.

Les encours en risque sont estimés sur la base d'une analyse des historiques des comportements clientèle, et correspondent aux encours statistiquement probables pour les crédits, et à la différence entre les encours statistiquement probables et les encours minimum attendus pour l'épargne, les encours minimums attendus étant assimilables à des dépôts à terme certains.

Les résultats des périodes futures afférents à la phase d'épargne sont estimés par la différence entre le taux de remplacement et le taux fixe de rémunération de l'épargne sur l'encours en risque d'épargne de la période considérée. Les résultats des périodes futures afférents à la phase de crédit sont estimés par la différence entre le taux de refinancement et le taux fixe de rémunération des crédits sur l'encours en risque de crédit de la période considérée.

Les taux de placement de l'épargne et les taux de refinancement des crédits sont déduits de la courbe de taux de swap et des marges attendues sur des instruments financiers de nature et de maturités comparables. Les marges sont déterminées à partir de celles observées sur les crédits à l'habitat à taux fixe pour la phase de crédit, et de celles observées sur les produits offerts à la clientèle particulière pour la phase d'épargne.

Pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque, les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, une provision est constituée, sans compensation entre les générations, et enregistrée dans la rubrique « Provisions » du bilan. Les variations de cette provision sont enregistrées au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêts et assimilés ».

Au regard du niveau non significatif des encours d'épargne logement, il n'a pas été identifié en date de clôture de situation potentiellement défavorable pour BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, entraînant une absence de provisionnement à ce sujet.

Titres

Le terme "titres" recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire, qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables), les actions et les autres titres à revenu variable.

Selon les dispositions du règlement CRC n° 2014-07 de l'ANC, les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

En cas de risque de crédit avéré, les titres à revenu fixe des portefeuilles de placement et d'investissement sont identifiés comme des titres douteux, selon les mêmes critères que ceux applicables aux créances et engagements douteux.

Lorsque des titres supportant un risque de contrepartie sont classés en douteux, la provision relative à ce risque, lorsqu'il peut être isolé, est inscrite dans la rubrique « Coût du risque ».

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie ne comptabilise à son bilan que des autres titres détenus à long terme ainsi que des titres de participation et parts dans les entreprises liées.

• Autres titres détenus à long terme

Les "Autres titres détenus à long terme" sont des actions et valeurs assimilées que BNP Paribas Nouvelle-Calédonie entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de provisions sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

• Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles BNP Paribas Nouvelle-Calédonie dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie est supérieur ou égal à 10%.

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenus variables détenues dans les entreprises liées pour lesquelles BNP Paribas Nouvelle-Calédonie dispose d'un contrôle exclusif, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans le Groupe.

Les titres détenus dans ces catégories sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition.

Ils sont évalués à la clôture de l'exercice pour déterminer individuellement leur valeur d'utilité, sur la base notamment de la quote-part de la situation nette comptable après distribution des dividendes ajustée des charges constatées d'avances, des charges à répartir sur plusieurs exercices, des produits constatés d'avance et des subventions d'investissements de la société dont ils relèvent.

L'appréciation de la valeur économique des sociétés entre aussi en considération pour la constatation de dépréciations éventuelles. Les moins-values latentes, calculées valeur par valeur, pouvant résulter de cette évaluation, donnent lieu, le cas échéant, à une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition augmentée des coûts directement attribuables d'installation ou d'adaptation (logiciels).

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon le modèle linéaire.

Les logiciels acquis ou créés regroupés parmi les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement selon le modèle linéaire sur la durée probable d'utilisation. La durée de vie estimée est de 20 ans pour les immeubles, de 4 ans pour le matériel roulant, 4 ans pour les logiciels informatiques, les autres immobilisations varient entre 5 et 10 ans et le matériel informatique sur 5 ans.

La durée d'amortissement retenue pour les logiciels d'infrastructure est de 8 ans (V400 par exemple).

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. Cette approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an. Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Provisions non liées à des opérations bancaires

BNPP Paribas Nouvelle-Calédonie constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux textes en vigueur, la constitution de telles provisions non liées à des opérations bancaires est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, à la probabilité de sortie de ressources au bénéfice de ce tiers et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

Coût du risque

La rubrique "Coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

Instruments de change à terme

Les contrats de change à terme conditionnels sont évalués au prix de marché, les écarts d'évaluation étant constatés dans le résultat de l'exercice. Il en est de même pour les contrats de change à terme fermes lorsqu'il s'agit d'opérations de transaction. Les contrats initiés dans le cadre d'opérations de couverture sont valorisés au cours du comptant en vigueur à la clôture de l'exercice. Les différences d'intérêt relatives aux opérations de change à terme couvertes ou reports-dépôts, sont traitées conformément au principe de spécialisation et rapportées aux résultats sur la durée effective de l'opération couverte.

Opérations en devises

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les gains et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion, sur la base des cours officiels de fin d'exercice, des actifs en devises détenus d'une façon durable sont inscrits dans les comptes d'écart de conversion rattachés aux comptes de bilan enregistrant ces différents actifs (pour les actifs financés en XPF) ou sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts de change des financements correspondants (pour les actifs financés directement en devises).

Impôts

La banque est soumise à l'impôt sur les sociétés en conformité avec la législation fiscale de chaque territoire où elle opère. En Nouvelle-Calédonie, le taux de l'impôt s'élève à 30%. Il est majoré depuis le 1^{er} janvier 2005 de la contribution sociale additionnelle à l'impôt dont le barème est le suivant :

- 5 % pour la tranche de bénéfices comprise entre 200 millions XPF et 300 millions XPF
- 10 % pour la tranche de bénéfices comprise entre 300 millions XPF et 400 millions XPF
- 15 % pour les bénéfices supérieurs à 400 millions XPF

Avantages bénéficiant au personnel

Les avantages consentis au personnel de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie sont classés en trois catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, l'abondement ;
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, constitués notamment par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, par les primes de fin de carrière.

• Avantages à court terme

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

• Avantages à long terme

Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime.

Sont notamment concernées par cette catégorie les rémunérations versées en numéraire et différées de plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants. Lorsque ces rémunérations variables différées sont soumises à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'un passif. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et pour les rémunérations différées indexées, le cas échéant, sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre.

En l'absence de condition de présence, la rémunération variable différée est provisionnée immédiatement sans étalement dans les comptes de l'exercice auquel elle se rapporte ; le passif est ensuite réestimé à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre, et ce jusqu'à son règlement.

• Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie ainsi que les régimes de retraite complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'Entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'Entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP Paribas Nouvelle-Calédonie est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Ces avantages sont calculés par le groupe BNP Paribas S.A.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. Depuis le 1^{er} janvier 2013, BNP Paribas Nouvelle-Calédonie applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, la méthodologie du « corridor » a été abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est donc représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

La provision relative aux indemnités de fin de carrière est calculée par différence entre l'engagement déterminé et la valeur vénale des fonds investis auprès du groupe AXA avec lequel a été conclu un contrat de gestion des indemnités.

Enregistrement des produits et charges

Les produits et charges sont enregistrés selon le principe de la séparation des exercices.

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts. Les coûts marginaux de transaction que la Banque supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service (notamment les frais de mise en place lors de l'octroi de crédits immobiliers) sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu

Note n° 2 – Opérations interbancaires et assimilées

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2024			31/12/2025		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
Caisse, Banques Centrales	7 223 284	0	7 223 284	13 223 051	0	13 223 051
.dt intérêts courus	0		0	0		0
Effets publics et valeurs assimilées	0		0	0		0
Créances sur les établissements de Crédit	5 400 810	0	5 400 810	14 276 451	0	14 276 451
- Comptes ordinaires	5 040 902		5 040 902	1 185 167		1 185 167
.dt créances sur entreprises liées	2 192 861		2 192 861	212 677		212 677
.dt intérêts courus	0		0	0		0
- Comptes et prêts	359 909		359 909	13 091 284		13 091 284
.dt créances sur entreprises liées	350 873		350 873	13 045 984		13 045 984
.dt intérêts courus	9 036		9 036	46 523		46 523
- Opérations de pension	0		0	0		0
.dt intérêts courus	0		0	0		0
. Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	0		0	0		0
Total	12 624 094	0	12 624 094	27 499 502	0	27 499 502
.dt intérêts courus	9 036		9 036	46 523		46 523

Note n° 3 - Opérations avec la clientèle

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2024			31/12/2025		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
- Crédits sains	105 794 987	0	105 794 987	92 901 228	0	92 901 228
. Créances commerciales	63 275	0	63 275	63 956	0	63 956
.dt intérêts courus	0		0	0		0
Particuliers	0		0	0		0
Autres	0		0	0		0
. Comptes débiteurs	3 731 321	0	3 731 321	3 294 574	0	3 294 574
.dt intérêts courus	183		183	209		209
Sociétés	3 540 891		3 540 891	3 111 457		3 111 457
Entrepreneurs Individuels	16 890		16 890	11 209		11 209
Particuliers	170 962		170 962	170 903		170 903
Autres	2 394		2 394	796		796
. Autres crédits	102 000 391	0	102 000 391	89 542 697	0	89 542 697
.dt intérêts courus	143 313		143 313	110 093		110 093
Sociétés	25 418 572		25 418 572	20 947 861		20 947 861
Entrepreneurs Individuels	8 631 117		8 631 117	6 698 537		6 698 537
Particuliers	67 251 242		67 251 242	61 300 984		61 300 984
Autres	556 148		556 148	485 223		485 223

. Restructurés	0	0	0	0	0	0
<i>. dt intérêts courus</i>	<i>0</i>		<i>0</i>	<i>0</i>		<i>0</i>
- Douteux et Douteux compromis	6 320 853	1 851 158	4 469 695	8 039 540	2 332 653	5 706 887
douteux	4 283 573	972 783	3 310 790	5 289 780	1 092 930	4 196 849
<i>. dt intérêts courus</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>. dt effets désactualisation</i>	<i>7 500</i>	<i>0</i>	<i>7 500</i>	<i>53 968</i>	<i>0</i>	<i>53 968</i>
douteux compromis	2 037 280	878 375	1 158 905	2 749 761	1 239 723	1 510 038
<i>. dt intérêts couru</i>	<i>0</i>		<i>0</i>	<i>0</i>		<i>0</i>
<i>. dt effets désactualisation</i>	<i>6 095</i>		<i>6 095</i>	<i>37 788</i>		<i>37 788</i>
Total	112 115 841	1 851 158	110 264 683	100 940 768	2 332 653	98 608 115
	<i>143 496</i>	<i>0</i>	<i>143 496</i>	<i>110 302</i>	<i>0</i>	<i>110 302</i>

Note n°4 - Provisions sur créances interbancaires et clientèles

En milliers d'XPF au 31 Décembre	Encours de dépréciations au 31/12/2024	Dotations aux dépréciations de l'exercice	Reprises sur dépréciation disponible de l'exercice	Utilisations des dépréciations de l'exercice	Transfert	Encours de dépréciations au 31/12/2025
		a	b	c		
Provisions inscrites en déduction de l'actif	1 851 158	1 495 707	1 014 211	0		2 332 653
- sur Caisse, instituts d'émission et sur concours aux établissements de crédits	0	0	0	0		0
- sur opérations avec la clientèle (1)	1 851 158	1 495 707	1 014 211	0		2 332 653
encours douteux et douteux compromis Sociétés	1 451 936	1 199 653	962 771	0		1 688 818
encours douteux et douteux compromis EI	40 132	37 954	1 774	0		76 313
encours douteux et douteux compromis Particuliers	359 089	258 099	49 667	0		567 522
encours douteux et douteux compromis Autres	0	0	0	0		0
Provisions inscrites au passif	46 612	13 527	4 805	7 456	0	47 878
- sur engagements par signature	4 573	800	1 329	0		4 044
encours douteux et douteux compromis Sociétés	2 549	800	1 329	0	2 024	4 044
encours douteux et douteux compromis E.I.	2 024	0	0	0	-2 024	0
encours douteux et douteux compromis Particuliers	0	0	0	0		0
- provision pour litiges divers (2)	42 040	12 727	3 477	7 456		43 834
Total	1 897 770	1 509 234	1 019 017	7 456		2 380 531

Coût du risque (en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2025
Créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-3 489		-21 072
Créances irrécupérables couvertes par des dépréciations (3)	0		0
Dépréciations sur créances douteuses utilisées	0		0
Abandon de désactualisation	0		0
Constitution de dépréciations sur créances douteuses	-957 168		-1 496 507
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	164 678		1 405 895
Récupération sur créances amorties	4 796		0
Total	-791 183		-111 684
Total	-729 987	-791 183	

Note n° 5 - Répartition des créances saines par durées résiduelles d'échéances interbancaires et clientèle

En milliers d'XPF au 31 Décembre	Durée résiduelle inférieure à 3 mois	Durée résiduelle comprise entre 3 mois et 1 an	Durée résiduelle comprise entre 1 et 5 ans	Durée résiduelle supérieure à 5 ans	Total 31/12/2025
Opérations interbancaires et assimilées	14 709 404	10 403 462	2 386 635	0	27 499 501
Caisse, Banques Centrales	13 223 051	0	0	0	13 223 051
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit (1)	1 486 353	10 403 462	2 386 635	0	14 276 450
. Comptes ordinaires	1 185 167	0			1 185 167
. Comptes et prêts	301 186	10 403 462	2 386 635	0	13 091 283
. Opérations de pension	0	0	0	0	0
. Prêts subordonnés					0
Opérations avec la clientèle	6 785 949	8 302 912	30 686 949	47 125 418	92 901 228
Créances sur la clientèle (2)	6 785 949	8 302 912	30 686 949	47 125 418	92 901 228
. Comptes débiteurs	3 294 574				3 294 574
. Créances commerciales et autres crédits	3 491 374	8 302 912	30 686 949	47 125 418	89 606 654
<i>dt Prêts d'épargne-logement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
. Opérations de pension	0	0	0	0	0
. Prêts subordonnés	0	0	0	0	0

. Restructurés (3)	0	0	0	0	0
Opérations de crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	0	0
Total	21 495 353	18 706 374	33 073 584	47 125 418	120 400 730
<i>(1) Les créances à vue (sans échéance et remboursables à première demande ou échues) sur les établissements de crédit, s'élèvent au 31 décembre 2025 à 3 491 374 KXPF contre 3 966 898 KXPF au 31 décembre 2024.</i>					
<i>(2) Nous n'avons pas de crédit à durée indéterminée sur la clientèle</i>					
<i>(3) : Nous n'avons identifié aucune affaire ayant les caractéristiques d'un dossier restructuré selon le CRC 2014-07.</i>					

Note n° 6 - Titres à revenus variables, titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2024			31/12/2025		
	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Valeur estimative	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Valeur estimative
Actions et titres à revenu variable	0	0	0	0	0	0
- Titres de placement	0	0	0	0	0	0
Parts dans les entreprises liées	139 175	139 175	298 901	139 175	139 175	315 850
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	149 993	149 993	580 907	145 840	145 840	555 620
- Titres de participation non cotés évalués selon :	149 993	149 993	580 907	145 840	145 840	555 620
Situation nette (1)	31 694	31 694	462 608	27 541	27 541	437 321
La valeur de transaction	0	0	0	0	0	0
Le coût de revient	118 299	118 299	118 299	118 299	118 299	118 299
- Titres cotés	0	0	0	0	0	0
Total	289 168	289 168	879 808	285 015	285 015	871 470
<i>(1) Situation nette après distribution des dividendes et ajustement des charges constatées d'avance, charges à répartir sur plusieurs exercices, produits constatés d'avance et subvention d'investissement.</i>						

Note n° 7 - Immobilisations financières, incorporelles et corporelles

En milliers d'XPF au 31 Décembre	Montant brut début 2025	Acquisitions (1)	Cessions (1)	Transfert (1)	Montant brut fin 2025	Cumul dépréciations début 2025	Dotations	Transferts	Reprises	Cumul dépréciations fin 2025	Montant Net fin 2025
- Titres de placement	0	0	0		0	0	0		0	0	0
- Parts dans les entreprises liées	139 175	0	0		139 175	0	0		0	0	139 175
- Participations et autres titres détenus à long terme	149 993	460	0		150 453	0	4 613		0	4 613	145 840
Total des immobilisations financières	289 168	460	0		289 628	0	4 613		0	4 613	285 015
Immobilisations incorporelles	562 705	7 769	0	0	570 475	542 923	2 716	0	0	545 639	24 835
Immobilisations en cours	0	0	0	0	0						0
Total des immobilisations incorporelles	562 705	7 769	0	0	570 475	542 923	2 716		0	545 639	24 835
Terrains et constructions	241 298	15 427	912	0	255 813	190 589	8 901		2 051	197 439	58 374
Equipement, mobilier, installation	1 494 952	85 637	8 950	11 109	1 582 748	1 209 285	94 994		31 644	1 272 635	310 112
Immobilisations en cours	12 089	3 240	241	-11 109	3 979	0	0		0	0	3 979
Total des immobilisations corporelles	1 748 339	104 304	10 103	0	1 842 540	1 399 874	103 895		33 695	1 470 075	372 465
Total	2 600 213	112 533	10 103	0	2 702 643	1 942 797	111 224		33 695	2 020 327	682 316

Note n° 8 - Comptes de régularisation et autres actifs

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2024	31/12/2025
Comptes de régularisation - Actif	773 259	1 004 688
- Comptes d'encaissement	21 805	39 466
- Produits à recevoir	304 068	263 051
- Charges constatées d'avance	31 459	31 433
- Autres comptes de régularisation débiteurs	415 926	670 737
- Position de change - Bilan	0	0
Autres actifs	300 546	300 898
- Débiteurs divers	286 302	286 654
. Dépôts de garantie versés	50	6 327
. Impôts courants	190 094	190 094
. Autres débiteurs divers	96 158	90 233
. Dont Fonds de Garantie des dépôts	84 460	84 648
- Comptes de stocks et autres emplois	14 243	14 243
. Autres débiteurs divers	14 243	14 243
- Instruments conditionnels taux d'intérêt	0	
Total	1 073 805	1 305 586

Note n° 9 - Répartition des dettes interbancaires par durées résiduelles

En milliers d'XPF au 31 Décembre	Echéance inférieure à 3 mois	Echéance comprise 3 mois et 1 an	Echéance comprise 1 an et 5 ans	Echéance supérieure à 5 ans	Total 31/12/2025
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés	18 454 611	5 161 933	15 990 453	16 109 785	55 716 783
. Banques centrales	0	0	0	0	0
. Dettes envers les établissements de crédit	18 454 611	5 161 933	15 990 453	16 109 785	55 716 783
- Comptes ordinaires	306 298	0	0	0	306 298
dt dettes sur entreprises	212 677				212 677
dt autres sommes dues	1 946				1 946
dt intérêts courus (2)	0				0
- Comptes et emprunts (1)	1 307 416	5 161 933	15 990 453	16 109 785	38 569 588
dt dettes sur entreprises	0	5 161 933	15 990 453	15 959 785	37 112 172
dt intérêts courus (2)	1 307 416				1 307 416
- Opérations de pension	16 840 896	0	0	0	16 840 896
. valeurs données en pension ou vendues ferme	0				0
Total	18 454 611	5 161 933	15 990 453	16 109 785	55 716 783

(1) Les comptes et emprunts enregistrent les opérations effectuées au jour le jour ou à terme, et ne faisant l'objet d'aucun échange de support sous forme d'effet ou de titre.

(2) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

Note n° 10 - Répartition des dettes sur la clientèle, bons de caisse et créances négociables, par durées résiduel

En milliers d'XPF au 31 Décembre	Echéance inférieure à 3 mois	Echéance comprise entre 3 mois et 1 an	Echéance comprise entre 1 an et 5 ans	Echéance supérieure à 5 ans	Total 31/12/2025
Comptes créditeurs	60 366 642	7 631 824	39 882	943	68 039 290
- Comptes ordinaires	42 900 077	0	0	0	42 900 077
dt intérêts courus (1)	0				0
- Comptes créditeurs à terme	1 369 241	7 627 057	30 000	-3 112	9 023 187
dt intérêts courus (1)	36 657				36 657
- Comptes d'épargne à régime spécial	16 097 323	4 766	9 882	4 055	16 116 026
dt intérêts courus (1)	61				61
dt PEL	535 343	4 766	9 882	4 055	554 045
dt CEL	94 936				94 936
- Autres sommes dues	0	0	0	0	0
dt intérêts courus (1)	0				0
- Opérations de pensions	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
- Bons de caisse	0	0	0	0	0
dt intérêts courus (1)	0				0
- Autres Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
Total	60 366 642	7 631 824	39 882	943	68 039 290

(1) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

Note n° 11 - Comptes de régularisation et autres passifs

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2024	31/12/2025
Comptes de régularisation - passif	2 111 688	2 081 975
- Comptes indisponibles sur opération de recouvrement	0	0
- Charges à payer	1 434 147	619 270
- Produits constatés d'avance	299 483	271 725
- Compte d'ajustement créditeurs	0	0
- Autres comptes de régularisation créditeurs	378 058	1 190 980
Autres passifs	454 603	270 106
- Créiteurs divers	454 603	270 106
. Sommes dues à l'administration fiscale et organismes paritaires	269 363	105 334
. Impôts courants	0	0
. Rémunération due au personnel	141 080	112 339
. Provision pour participation et intéressement	0	0
. Autres créditeurs divers	44 160	52 433
Total	2 566 291	2 352 081

Note n° 12 - Provisions

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2024	Dotations	Utilisations	Autres Reprises	31/12/2025
Provisions	447 860	22 772	13 836	397 033	59 763
- Provision pour risques d'exécution des engagements de signatures	4 573	800	0	1 329	4 044
- Provision pour indemnités de départ en retraite	0	0	0	0	0
- Provision PLAN ISIS	10 070	8 110	6 380	1 872	9 927
- Provision pour primes de médailles	0	0	0	0	0
- Provisions PEL/CEL	1 137	820	0	0	1 958
- Provision pour risques suspens commissions	0	0	0	0	0
- Provisions pour CET	0	0	0	0	0
- Provisions restructuration frais de personnel	0	0	0	0	0
- Provision redressement URSSAF	0	0	0	0	0
- Provision litiges personnel	0	0	0	0	0
- Provisions pour risques / litiges	25 033	0	0	315	24 718
- Autres provisions	407 047	13 042	7 456	393 516	19 116
- Provisions pour risque fiscal	0	0	0	0	0
Total	447 860	22 772	13 836	397 033	59 763

Note n° 13 - Affectation du résultat et variation des fonds propres

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2024	Affectation résultat 2023	Autres variations	31/12/2025	Affectation proposée	Après affectation proposée
Capital (1)	3 341 289		0	3 341 289		3 341 289
Primes liés au capital	0		0	0		0
- prime d'émission	0		0	0		0
- prime de fusion	0		0	0		0
- prime d'apport	0		0	0		0
Réserves	334 129		0	334 129		334 129
- légale	334 129		0	334 129		334 129
- réglementées (PVL T + réévaluation)	0		0	0		0
- libres	0		0	0		0
Provisions réglementées	29 994		2 743	32 737		32 737
Report à nouveau	-349 434	-1 246 179		-1 595 612	-184 941	-1 780 554
Distribution dividende		0			0	
Résultat	-1 246 179	1 246 179	-184 941	-184 941	184 941	0
Total	2 109 799	0	-182 199	1 927 601	0	1 927 601

(1) Le capital social est composé de 1 750 000 actions de 1909,307875200 F.CFP chacune

Note n° 14 - Engagements donnés et reçus

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2024	31/12/2025
- Engagements donnés	5 309 586	6 017 510
- Engagement de financement	590 847	849 941
- Engagement de garantie	4 718 739	5 167 569
- Engagement sur titres	0	0
- Engagements reçus	74 729 846	55 062 466
- Engagement de financement	0	0
- Engagement de garantie	74 729 846	55 062 466
- Engagement sur titres	0	0

Note n° 15 - Produit net bancaire

En milliers d'XPF au 31 Décembre	2024			2025		
	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. produits (charges)	Total	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. produits (charges)	Total
Opérations avec les établissements de crédit	-1 573 356	5 821	-1 567 535	-1 488 014	-2 600	-1 490 614
Opérations avec la clientèle	2 813 462	1 400 900	4 214 362	2 585 331	1 038 196	3 623 527
Charges sur dettes représentées par un titre						
- Bons de caisse						
- Titres de créances négociables						
- Titres du marché interbancaire						
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe						

Revenus des titres à revenu variable	32 377	0	32 377	49 203	0	49 203
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation	59 325	0	59 325	46 370	0	46 370
- Titres de transaction	0	0	0	0	0	0
- Opérations de change	59 325	0	59 325	46 370	0	46 370
- Instruments financiers	0	0	0	0	0	0
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0	0	0	0	0
- Portefeuille-titres de placement	0	0	0	0	0	0
Total des produits (charges) d'exploit. Bancaire	1 331 807	1 406 721	2 738 528	1 192 891	1 035 596	2 228 487
Autres produits (charges) d'exploit. bancaire	0	-24 786	-24 786	0	75 819	75 819
- Autres Charges d'exploitation bancaire		-162 650			-32 820	
- Autres Produits d'exploitation bancaire		137 864			108 639	
Produit net bancaire	1 331 807	1 381 934	2 713 742	1 192 891	1 111 415	2 304 306

Note 16 : Produits et charges sur opérations avec les établissements de crédit

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'XPF au 31 Décembre	Produits (charges) nets	
2024	2025	2024	2025		2024	2025
-1 938 648	-1 881 272	365 292	393 258	. Total des intérêts et produits (charges) assimilés	-1 573 356	-1 488 014
-1 938 648	-1 881 272	365 292	393 258	. Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	-1 573 356	-1 488 014
0	0	0	0	. Intérêts sur valeurs reçues (données) en pension	0	0
0	0	0	0	. Charges sur titres participatifs	0	0
0	0	0	0	. Produits (charges) sur opérations de hors-bilan	0	0
-8 699	-13 107	14 520	10 506	. Total des Commissions	5 821	-2 600
-8 699	-13 107	14 520	10 506	. Commissions sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	5 821	-2 600
0	0	0	0	. Commissions sur opérations Hors Bilan	0	0
-1 947 348	-1 894 379	379 812	403 765	Total	-1 567 535	-1 490 614

Note n°17 - Produits et charges sur opérations avec la clientèle

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'XPF au 31 Décembre	Net des Produits et Charges d'exploitation	
2024	2025	2024	2025		2024	2025
-404 348	-248 129	3 217 809	2 833 460	. Total des intérêts et produits (charges) assimilés	2 813 462	2 585 331
-404 348	-248 129	3 217 809	2 833 460	. Intérêts : produits sur créances et charges sur comptes créditeurs de la clientèle	2 813 462	2 585 331
0	0	0	0	. Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
-17 625	-313 539	1 418 525	1 351 735	. Total des commissions et produits (charges) assimilés	1 400 900	1 038 196
0	-13 042	552 049	354 400	. Commissions/ opérations avec la clientèle	552 049	341 358
0	0	0	0	. Commissions/ opérations sur titres	0	0
0	0	12 647	0	. Commissions/ opérations de change	12 647	0
-17 625	-300 497	837 685	966 980	. Commissions/ prestations de services financiers	820 059	666 483
-17 625	-300 497	384 417	557 313	. dont commissions sur moyens de paiement	366 792	256 816
	0	16 144	30 355	. Commissions sur opérations de hors-bilan	16 144	30 355
	0	430	0	. sur les engagements de financement	430	0
0	0	15 714	30 355	. sur les engagements de garantie	15 714	30 355
0	0	0	0	. sur instruments financiers à terme	0	0
0	0	0	0	. Autres commissions et produits divers	0	0
-421 973	-561 668	4 636 335	4 185 195	Total	4 214 362	3 623 527

Note 18 – Produits des participations et autres titres à long terme

En milliers d'XPF au 31 Décembre		2024	2025
Revenus sur obligations et autres titres à revenu fixe		0	0
- Titres de placement		0	0
- Titres d'investissement		0	0
Revenus des portefeuilles-titres à revenu variable :		32 377	49 203
- Titres de participation + autres titres détenus à long terme		32 377	49 203
Gains (pertes) sur opérations financières liées aux portefeuilles-titre		0	0
- Gains (pertes) sur titres de placement à revenu fixe			
- Résultats réalisés sur cessions		0	0
. plus-values		0	0
. moins-values		0	0
- Reprise (Dotation) nette aux provisions pour dépréciation		0	0
. dotation aux provisions pour dépréciation		0	0
. reprise de provisions pour dépréciation		0	0

- Gains (pertes) sur titres de transaction	0	0
Total	32 377	49 203

Note n° 19 - Plus ou moins-values sur immobilisations

En milliers d'XPF au 31 Décembre	2024	2025
Plus ou moins-values sur immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-150 422	24 798
PV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	1 547	24 798
MV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	-151 969	0
Résultats de cession & provisions sur immobilisations financières	0	0
- Plus-values (moins-values) de cession sur immobilisations financières	0	0
<i>. participations et parts dans les entreprises liées</i>	0	0
<i>. autres titres détenus à long terme</i>	0	0
- Reprises de provisions pour dépréciation Immob. financières	0	0
<i>. titres d'investissements (issus d'un reclassement)</i>	0	0
<i>. participations et parts dans les entreprises liées non consolidées</i>	0	0
<i>. autres titres détenus à long terme</i>	0	0
Total	-150 422	24 798

Note n° 20 - Frais de personnel

En milliers d'XPF au 31 Décembre	2024	2025
- Salaires et traitements	-1 111 047	-940 996
- Autres charges	-436 847	-352 324
<i>- Indemnités de départ à la retraite et charges de retraites</i>	<i>-376 675</i>	<i>-312 685</i>
<i>- Dotations et reprises pour autres engagements sociaux</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>- Autres charges sociales</i>	<i>-60 172</i>	<i>-39 639</i>
- Intéressement et participation des salariés	0	0
<i>- Participation des salariés</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>- Intéressement des salariés</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
- Impôts, taxes et verst. assimilés sur rémunérations	-7 606	-6 724
Total	-1 555 501	-1 300 044

Note n° 21 - Produits et charges exceptionnels

En milliers d'XPF au 31 décembre	2024	2025
Produits exceptionnels	0	0
Charges exceptionnelles	0	0
Total	0	0

Note n° 22 – Impôts

En milliers d'XPF au 31 décembre	2024	2025
Charge des impôts courants de l'exercice	0	0
Charge des impôts courants de l'exercice A-1	-9 637	0
Net des impôts différés de l'exercice	0	0
Charge nette d'impôts	-9 637	0

Note n° 23 - Produits et charges sur opérations avec les entreprises liées

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'XPF au 31 Décembre	Solde	
2024	2025	2024	2025		2024	2025
-28 856	-1 765 722	2 957	135 201	Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	-25 899	-1 630 521
0	0	0	0	Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
0	0	0	0	Charges et produits sur empr. ou prêts subordonnés remboursables	0	0
0	0	0	0	Charges sur titres sub. à durée indéterminée et titres participatifs	0	0
0	0	0	0	Produits (charges) sur opérations de hors bilan	0	0
-28 856	-1 765 722	2 957	135 201	Total des intérêts et produits (charges) assimilés	-25 899	-1 630 521
0	0	0	10 506	Com. sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	0	10 506
0	0	0	23	Commissions sur opérations sur titres	0	23
0	0	0	0	Commissions sur opérations de change	0	0
0	0	0	3 340	Commissions sur opérations de hors-bilan	0	3 340
-265	-12 755	21	325 774	Commissions et produits (charges) divers	-243	313 019
-265	-12 755	21	339 643	Total des commissions et divers produits (charges)	-243	326 888
-29 121	-1 778 478	2 979	474 844	Total des produits (charges) sur opérations avec les entreprises liées	-26 142	-1 303 634

Note n° 24 Autres informations

I - Rémunération des organes de Direction

L'information globale des rémunérations des membres des organes d'administration et de direction porterait préjudice à certains d'entre-eux, et n'est par conséquent pas mentionné dans l'annexe des comptes annuels, comme le prévoit le décret n°94-663 du 02/08/94.

II - L'effectif moyen se décompose de la façon suivante

	2024	2025
Effectif Moyen (1)	170	137
- dont cadres	24	17
- dont techniciens & employés	146	121

III - Appartenance au groupe BNP Paribas :

Les comptes de BNP Paribas Nouvelle Calédonie sont inclus dans les comptes consolidés, consultables, 16 Boulevard des Italiens 75 009 PARIS Cedex, établis par BNP Paribas SA SIRET 66204244900014

(1) En complément de ces effectifs salariés de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, [1] détaché travaille sur le site de cette entité pour ses besoins spécifiques, le montant affiché en 2024 est erroné, l'effectif moyen était de 149 dont 20 cadres et 129 techniciens & employés,

Résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices
(Articles 133,135 et 148 du décret sur les Sociétés commerciales)

Nature des indications	2021	2022	2023	2024	2025
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	3 341 288 783	3 341 288 783	3 341 288 783	3 341 288 783	3 341 288 783
Nombre d'actions émises	1 750 000	1 750 000	1 750 000	1 750 000	1 750 000
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 384 655 742	4 640 376 532	5 023 939 875	5 007 671 927	4 535 160 523
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations (reprises)	1 462 846 343	1 176 969 816	255 928 175	-283 876 151	22 424 391
aux dépréciations et provisions					
Impôts sur les bénéfices	735 482 579	644 840 964	54 664 877	9 637 118	0
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux dépréciations et provisions	644 260 113	732 607 607	-349 489 405	-1 246 178 527	-184 941 270
Montants des bénéfices distribués	644 000 000	733 250 000	0	0	0
Résultat des opérations réduits à une seule action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux dépréciations et provisions	416	304	115	-168	12,81
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	368	419	-200	-712	-105,68
Dividende versé à chaque action	368	419	0	0	0
Personnel					
Nombre de salariés au 31 Décembre	159	160	154	170	152
Montant de la masse salariale	1 183 933 153	1 156 215 270	1 142 106 909	1 111 047 456	940 995 976
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, Œuvres sociales, etc...)	421 174 514	416 441 945	435 125 283	435 612 352	352 466 326

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2025, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BNP PARIBAS Nouvelle Calédonie S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel françaises telles qu'applicables en Nouvelle-Calédonie ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français tels qu'applicables en Nouvelle-Calédonie, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe qui expose au paragraphe « Changements comptables » l'effet des erreurs de présentation sur les comptes comparatifs.

2. Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Provisionnement des risques de crédit

Comme indiqué dans les notes 1 et 4 de l'annexe aux comptes annuels, la BNP Paribas Nouvelle Calédonie constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture à l'actif par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés.

Changements comptables

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé des corrections mentionnées ci-dessus et de la présentation qui en a été faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel françaises telles qu'applicables en Nouvelle-Calédonie, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nouméa, le 30 avril 2026

Les commissaires aux comptes

BDO Audit
Anne-Marie Klotz
Associée

Lan Nguyen
Associée

Grant Thornton
Jacques Le Maître
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion peut être consulté au siège social de la société.